



ISRAËL

PRESENTATION

Le présent rapport fait partie d'une étude plus large en deux parties sur **la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne**.

Après une présentation des normes internationales relatives à la liberté de réunion, la première partie examine les cadres juridiques et leur conformité avec les normes internationales des droits de l'Homme dans 11 pays de la Méditerranée et l'Union européenne. La deuxième partie examine l'application des lois et l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation dans la pratique.

Afin d'évaluer la conformité des législations nationales avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté de réunion, des indicateurs objectifs ont été utilisés comme référence tout au long de cette étude. Une approche sensible au genre a été incorporée afin de déterminer si les femmes jouissent de la liberté de réunion dans la même mesure que les hommes, ou si elles sont confrontées à des restrictions spécifiques.

Cette étude a été menée en concertation avec les membres du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), qui regroupe 80 organisations et institutions de défense des droits de l'Homme basées dans 30 pays. Elle reflète donc la contribution active des membres du Groupe de Travail du REMDH sur la liberté d'association et de réunion, ainsi que d'autres organisations de la société civile et experts.

L'objectif de cet état des lieux régional est de fournir aux défenseurs des droits de l'Homme et organisations de la société civile, aux organisations internationales et aux institutions étatiques, une analyse qui leur permette de comparer les lois et politiques de leur pays à celles d'autres pays et d'évaluer leur conformité avec les conventions internationales, afin de plaider pour les réformes pertinentes et contribuer à améliorer la situation de la liberté de réunion dans les pays de la zone Euro-Méditerranéenne.

Les chapitres sont également disponibles séparément: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Sahara Occidental, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, et l'Union Européenne.

Introduction

En Israël, le droit de réunion est garanti par plusieurs lois et sa protection est assurée par le pouvoir judiciaire, qui joue un rôle majeur dans la défense des libertés publiques. Suite aux différentes tentatives visant à restreindre l'espace civique en Israël au cours des dernières années¹, un pouvoir judiciaire indépendant et impartial s'avère incontournable afin de garantir le respect du droit international relatif aux droits de l'Homme. Malgré plusieurs décisions de justice protégeant les droits de l'Homme et les libertés, les autorités ont néanmoins eu trop souvent recours, au cours des dernières années, à des décisions administratives restrictives, à des actes d'intimidation, à des menaces et à des mises en accusation sans base juridique contre des manifestants pacifiques.

Ces pratiques constituent de graves restrictions au droit de réunion pacifique. Elles sont non seulement synonymes de représailles contre l'activisme politique, mais ont également pour effet de restreindre le droit à la liberté de réunion pacifique de nombreuses personnes. Cela soulève de graves sujets d'inquiétude, qui touchent particulièrement les palestiniens citoyens arabes d'Israël et les personnes appartenant à des minorités, régulièrement visés par ces types de restrictions.

Il convient à cet égard de rappeler qu'il incombe à l'État de respecter les droits de l'Homme de tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa compétence, sans distinction aucune, conformément aux articles 2 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

À la lumière de la jurisprudence importante élaborée par les tribunaux israéliens, les autorités publiques devraient tout mettre en œuvre afin de transposer ces principes fondamentaux dans des mesures quotidiennes.

1. Restrictions imposées au droit de réunion

En 2009, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël (Adalah) a publié un rapport important faisant état d'un grand nombre de restrictions abusives subies par des manifestants pacifiques contre l'opération militaire d'Israël à Gaza². Le rapport a notamment décrit la façon dont le ministère public et la police ont présupposé que chaque manifestation représentait une menace pour la sécurité. Le ministère public et la police ont fait appel –avec succès à chaque fois– de chaque décision judiciaire de libération d'un manifestant détenu, en alléguant que chaque manifestation, indépendamment du contexte, du message, de considérations spatiales ou temporelles, représentait une menace pour la sécurité de l'État. Or, une telle mesure préventive n'est pas conforme au droit international puisque, de facto, elle supprime le droit de réunion pacifique.

Depuis lors, le droit de réunion pacifique a été entravé par des formes de restrictions moins sévères. L'une d'entre elles porte sur l'interprétation par les forces de police du concept de manifestation, qu'elles définissent comme un « rassemblement illégal ». À Be'er Sheva, en mai 2013, deux personnes manifestant contre le plan Prawer ont été arrêtées de façon arbitraire sur l'hypothèse que la manifestation était illégale. De même, en juin 2013, une personne participant à une manifestation contre la cruauté envers les animaux a été arrêtée de façon arbitraire au même motif d'illégalité présumée de la manifestation ; ce manifestant s'est vu obligé de se déshabiller et de rester les mains menottées dans le dos pendant quatre heures au cours de sa détention³. Dans de nombreux cas, ces arrestations ont été contestées devant les tribunaux, qui ont alors jugé que les accusations d'illégalité étaient dénuées de fondement. Ceci pose

1 En mars 2014, le comité interministériel en charge des affaires législatives a examiné un projet de loi visant à modifier la loi sur les associations sans but lucratif qui, en cas d'adoption sans modification, permettra aux autorités publiques de s'opposer à l'enregistrement d'une association si l'un de ses buts est contraire à la définition de l'État d'Israël en tant qu'« État juif et démocratique ». D'autres exemples de restrictions à la liberté d'association et d'expression sont disponibles dans les rapports annuels du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme sur la liberté d'association dans la région euro-méditerranéenne. Vous pouvez consulter ces rapports sur la page suivante : <http://www.euromedrights.org/fra/2012/10/12/revues-annuelles-sur-la-liberte-dassociation-dans-la-region-euro-mediterranee/>

2 Adalah, *Prohibited Protest: How the Law Enforcement Authorities Limited the Freedom of Expression of Opponents to the Military Attacks on Gaza*, 2009, <http://www.adalah.org/features/prisoners/protestors%20report.pdf> (en hébreu); http://adalah.org/features/prisoners/GAZA_REPORT_ENGLISH_FOR_THE_NEWSLETTER.pdf (résumé analytique en anglais).

3 Voir d'autres cas dans le rapport de situation de l'Association de défense des droits civils en Israël (ACRI), 2013, p. 81. <http://www.acri.org.il/en/wp-content/uploads/2013/12/SituationReportEng2013.pdf> (en anglais).

de sérieuses questions quant à l'interprétation que les forces de police donnent aux lois relatives aux réunions publiques. Plus grave encore, ces mesures jettent la suspicion sur les intentions de l'État, enclenchant à arrêter les manifestants de façon arbitraire et à leur infliger des mauvais traitements ou des traitements dégradants afin de dissuader d'autres personnes de participer à des manifestations.

Ces derniers mois, des palestiniens citoyens arabes d'Israël ou membres de minorités ont continué à subir des restrictions abusives à la liberté de réunion pacifique⁴. Le 28 juin 2012, le chef de la police israélienne Yohanan Danino a émis une directive enjoignant les commandants de police à rendre compte de toute « implication de la palestiniens citoyens arabes d'Israël dans les manifestations »⁵. Le 5 juillet 2012, un article publié dans le journal Haaretz relatait qu'une autorisation de manifester contre le plan Prager, délivrée par la police, était assortie d'une note stipulant qu'il était interdit aux manifestants de porter tout « signe susceptible de nuire à l'image d'Israël », étant entendu que « les organisateurs seront responsables du déroulement de la manifestation ». Ces restrictions ne sont pas conformes aux obligations d'Israël en vertu du droit international relatif aux droits de l'Homme. La directive du chef de la police israélienne remet en cause l'essence même des droits de l'Homme, qui est de garantir le respect de ces droits à l'égard de tous les individus, sans aucune discrimination, conformément aux articles 2 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁶.

Malgré ces défis, la période précédant les élections législatives de 2013 n'a pas été marquée par un surcroît de restrictions au droit à la liberté de réunion pacifique.

2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

Selon une jurisprudence israélienne abondante, le droit à la liberté de réunion ne doit pas être subordonné à l'objet ou au but de la manifestation et il incombe à la police de faire en sorte que chaque personne soit en mesure de manifester, quelle qu'en soit la cause⁷. En Israël, en règle générale, les manifestations sont donc facilitées de façon adéquate par les forces de police, y compris les manifestations spontanées (non déclarées). Le 14 juillet 2011 a marqué le début d'un grand mouvement en faveur de la justice sociale, contre le manque de logements abordables et contre le coût élevé de la vie en Israël. En quelques jours, des centaines de milliers de personnes se sont réunies dans l'ensemble du pays et la plupart de ces manifestations ont été facilitées par les autorités publiques. Mais le 7 septembre 2011, la police a décidé de démanteler le campement installé à Tel Aviv, théâtre de fréquentes manifestations, en dépit de la nature pacifique de ces dernières. Cela semble indiquer que la durée et le message de ces manifestations ont commencé à déplaire aux autorités publiques.

En effet, l'année suivante, les 22 et 23 juin 2012, les tentatives de relance, à Tel Aviv, des manifestations en faveur de la justice sociale par quelques manifestants ont été entravées cette fois par des exigences complexes et des conditions restrictives⁸. De même, le 24 juin 2012, soit le lendemain de la manifestation à Tel Aviv, la municipalité de Jérusalem a publié une série de « procédures relatives aux activités de protestation dans les espaces publics à Jérusalem ». Ces mesures préconisaient notamment que même lorsqu'une autorisation avait été accordée, les campements de protestation ne pourraient être installés que dans des endroits précis et pour une journée seulement. Cette mesure va à l'encontre du principe selon lequel les restrictions ne doivent pas être en mesure d'empêcher les manifestants

4 Voir d'autres cas dans le rapport du REMDH l'UE et la minorité arabe palestinienne en Israël, 2011, p. 20-24, <http://www.euromedrights.org/fra/2011/08/23/lue-et-la-minorite-arabe-palestinienne-en-israel/>

5 <http://www.haaretz.com/news/national/report-police-intelligence-told-to-target-israeli-arabs-joining-social-protests-1.444790>

6 Voir également la résolution 15/21 du Conseil des droits de l'Homme, qui rappelle que « toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques » (soulignement ajouté), ainsi que le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, qui a souligné que « les organisateurs et les membres du service d'ordre des réunions ne devraient pas être soumis à l'obligation [de protéger les réunions qui relèvent de la compétence des États] (A/HRC/20/27, par. 33 et 84 (b)).

7 PP 14677-02-11, État d'Israël c. Beninga, arrêt du 16 février 2011 : voir Association de défense des droits civils en Israël (ACRI), *Situation Report: the State of Human Rights in Israel and the OPT 2011*, décembre 2011, p. 42.

8 Pour de plus amples précisions, consulter ACRI, *Situation Report 2012*, décembre 2012, p. 9. <http://www.acri.org.il/en/wp-content/uploads/2012/12/ACRI-Situation-Report-2012-ENG.pdf> (en anglais).

de transmettre leur message au public visé⁹, et pourrait donc être considérée comme une restriction excessivement générale.

Un autre sujet d'inquiétude pour les personnes qui ont pris part aux manifestations en faveur de la justice sociale de l'été 2012 concernait, d'une part, la présence habituelle d'un véhicule militaire, surnommé « raton laveur », équipé d'appareils spécialement conçus pour recueillir des renseignements et, d'autre part, la pratique de filmer les manifestants de la part de policiers¹⁰. Bien que le commissaire de police ait promis aux ONG nationales de ne plus y recourir lors de futures manifestations, cette pratique soulève de graves inquiétudes car elle est susceptible de provoquer une certaine méfiance entre manifestants et policiers, qui sont officiellement en charge de faciliter ces réunions pacifiques. Et, ce qui est plus grave encore, elle risque même d'intimider les manifestants et de dissuader d'autres personnes de manifester pour la défense des droits de l'Homme. Cette pratique, qui révèle que les citoyens sont placés sous surveillance par les autorités publiques et que ces dernières recueillent des renseignements sur leurs opinions politiques, soulève également de sérieuses inquiétudes quant à l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression en Israël.

« La police israélienne agit comme agirait la police d'un État policier, non celle d'un État démocratique. Elle est devenue un instrument politique et répressif du gouvernement, qui agit contre tous les groupes qui manifestent à son encontre. Sur le Boulevard Rothschild [où avaient lieu les manifestations en faveur de la justice sociale], nous avons vu comment la police sert les intérêts du gouvernement au détriment de la loi » déplorait un leader de l'opposition¹¹.

Lorsque le message de la manifestation est perçu comme étant plus controversé, les autorités publiques semblent beaucoup moins disposées à faciliter le droit de réunion pacifique. En mai 2012, l'Association israélienne de défense des droits des personnes déplacées dans leur propre pays a informé les autorités de son intention d'organiser une manifestation de commémoration de la « Nakba »¹². La manifestation n'a pas été autorisée, car la police a refusé le parcours de la manifestation proposé et interdit le port de drapeaux palestiniens par les manifestants¹³. Le 24 novembre 2013, le président de l'université de Haïfa a émis une décision interdisant aux étudiants de porter des drapeaux palestiniens pendant les manifestations. Ces différentes restrictions sont contraires à la jurisprudence constante des tribunaux israéliens et violent le droit international relatif aux droits de l'Homme¹⁴.

Dans d'autres cas, les autorités publiques ont non seulement failli à leur obligation de faciliter le droit de réunion, mais ont également tenté de dissuader des personnes d'exercer leurs droits et libertés. À la veille des manifestations importantes du 30 novembre 2013, convoquées à Haïfa et Houra pour protester contre le plan Praver, le Shabak (ou Shin Bet : Service de sécurité intérieure israélien) a interrogé certaines personnes impliquées dans l'organisation de ces manifestations. Le Shabak a également envoyé des lettres de menace aux activistes en les informant qu'ils avaient été identifiés comme « cibles »¹⁵. Pendant les interrogatoires, les activistes ont été questionnés sur leurs activités politiques, leur vie privée et leurs projets d'emploi à l'avenir.

9 Rapporteur spécial des Nations Unies, Droit de réunion pacifique et la liberté d'association, A/HRC/20/27, 21 mai 2012, par. 40, <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session20/Pages/ListReports.aspx>

10 Voir le rapport de situation de l'ACRI, 2012, op. cit., p. 11.

11 Voir <http://www.jpost.com/National-News/TA-protest-Police-arrest-social-justice-leader-Leef>

12 « Al Nakba » fait référence au déplacement forcé des Palestiniens expulsés de leurs maisons, avant et après la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël en 1948.

13 Adalah, <http://www.adalah.org/eng/?mod=articles&ID=584>

14 Voir le rapport du REMDH sur la liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne, partie I, p. 56, <http://www.euromedrights.org/fra/2013/11/27/le-droit-a-la-liberte-de-reunion-dans-la-region-euro-mediterranee/> ; voir également l'arrêt Handyside c. Royaume-Uni, rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme, requête n° 5493/72, 7 décembre 1976, par. 49 ; voir enfin le rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, A/HRC/17/27, par. 37.

15 Adalah, 28 novembre 2013, <http://adalah.org/eng/Articles/2224/Adalah-and-ACRI-The-Shabak-is-Trying-to-Sow-Fear>

Ces mesures, qui visent clairement à intimider les organisateurs de manifestations et à les dissuader, ainsi que d'autres participants, de prendre part à ces dernières, constituent une restriction inquiétante des libertés de réunion pacifique et d'expression ainsi que du droit de participer aux affaires publiques.

Quant aux journalistes et autres observateurs, ils n'ont apparemment pas été gênés dans leur travail lorsqu'ils suivaient les manifestations ou assistaient aux procès de manifestants¹⁶.

3. Recours à la force et à la détention

Les manifestations organisées contre le plan Prawer méritent une analyse approfondie en raison du recours excessif à la force que la police a exercé de manière répétée. L'été 2013 a marqué le début d'une vague de protestations contre un projet de loi controversé appelé « plan Prawer », qui portait sur l'aménagement des établissements bédouins dans le Néguev. Si ce projet de loi était finalement adopté, « il conduirait probablement à la démolition de jusqu'à 35 villages bédouins dans le désert du Néguev et entraînerait la dépossession, l'expulsion et le déplacement forcé de 30 000 à 40 000 bédouins arabes de leur terre et leurs demeures ancestrales », selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme¹⁷. La grande majorité des bédouins, qui jouissent de la nationalité israélienne et affirment que leur présence dans le Néguev est antérieure même à la création de l'État d'Israël, s'oppose au plan Prawer et a organisé plusieurs manifestations en 2013¹⁸. Lors de la plupart de ces manifestations, la police a eu un recours excessif à la force.

Le 15 juillet 2013, une des premières manifestations contre le plan Prawer s'est déroulée à Sakhnin. Cinq minutes seulement après l'ordre donné par la police de mettre fin à la manifestation et alors qu'un groupe s'apprêtait à quitter la place, un grand nombre de policiers, accompagnés de la police montée, des forces spéciales et de la police secrète, ont aspergé les manifestants de gaz lacrymogène et arrêté 14 d'entre eux. Le même jour, un recours excessif à la force a également été exercé et des gaz lacrymogènes ont à nouveau été lancés contre des manifestants qui s'étaient réunis à Be'er Sheva. Selon le rapport des ONG, des dizaines de personnes ont été blessées –au moins quatre d'entre elles ont même été hospitalisées– et 14 manifestants ont été arrêtés. Le 1er août 2013, des manifestants pacifiques réunis à Rahat ont fait l'objet d'un recours excessif à la force et d'arrestations arbitraires de la part des forces de l'ordre. Le 30 novembre 2013, la police a eu un recours excessif à la force et a fait usage de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de canons à eau contre des manifestants réunis à Haïfa, Hura et Jérusalem.

Une manifestante a déclaré ce qui suit : « *Le 30 novembre, je participais à la manifestation contre le plan Prawer dans la rue Ben Gurion à Haïfa. Vers 20 heures, des policiers ont commencé à repousser les manifestants vers les trottoirs ; soudain, un des policiers m'a attrapée par les cheveux, m'a jetée au sol et a commencé à me traîner sur la chaussée, que ma tête a heurtée à plusieurs reprises. [...] Au poste de police, j'ai vu des agents agresser d'autres détenus physiquement et verbalement. À un moment donné, j'ai crié à un policier qu'il arrête de maltraiter les autres détenus et celui-ci m'a répondu ceci, également en criant : « tais-toi, salope ». Je lui ai dit de ne pas m'appeler « salope », ce à quoi il a répondu : « si tu ne te tais pas, je vais te baiser, toi et une autre salope ». [Un policier] m'a alors emmenée brutalement vers un couloir à l'extérieur, puis m'a fouillée en face d'autres*

16 Voir Adalah, 18 juillet 2013, <http://adalah.org/eng/Articles/2189/All-detained-demonstrators-from-anti-Prawer-in>

17 Mme Navi Pillay exhorte Israël à revoir le projet de loi, qui aura pour effet de déplacer des dizaines de milliers de Bédouins, 25 juillet 2013, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13577&LangID=E>

18 Après avoir été sérieusement critiquées par les militants israéliens et la communauté internationale, les autorités ont annoncé, le 12 décembre 2013, qu'elles renonçaient au projet de loi. Mais quelques jours plus tard, le 5 janvier 2014, le cabinet du Premier ministre israélien a publié une courte déclaration faisant état de la volonté du gouvernement de poursuivre le processus législatif.

policiers et détenus, de façon brutale et très humiliante. Ils m'ont fouillée et touchée partout, même les parties intimes de mon corps. [...] Le 2 décembre, j'ai dû me rendre à l'hôpital parce que je souffrais en permanence de vertige, de maux de tête, de crises de vomissement, etc.»¹⁹.

Dans d'autres cas récents, on a assisté, de façon regrettable, au recours à la force meurtrière contre des manifestants. Le 15 mai 2014, au cours de manifestations en commémoration de la Nakba en Cisjordanie, les troupes israéliennes ont tiré avec des balles réelles et tué deux Palestiniens, Mohammad Abu Al Thaher et Nadim Nuwara, âgés de 17 et 20 ans, alors qu'ils ne constituaient aucune menace imminente. Elles ont également blessé d'autres personnes à l'occasion de cette opération coup de poing²⁰.

D'autres exemples de recours disproportionné à la force ont été observés notamment le 3 mai 2012, lorsque la police a utilisé des « teasers » (armes délivrant des décharges électriques) contre des manifestants pacifiques rassemblés devant la prison de Ramle, et ce même après déjà avoir été menottés²¹. Mentionnons également les actes graves de violence policière commis contre quelque 500 manifestants qui s'étaient réunis en juin 2013 à Jérusalem (dans le « Parc du cheval ») pour protester contre les coupes budgétaires que le gouvernement avait l'intention de mettre en œuvre. De même, les manifestants ultra-orthodoxes de Beit Shemesh opposés aux projets de construction dans la région ont fait l'objet d'agressions policières²². Signalons enfin le recours à la force par la police contre environ 200 demandeurs d'asile qui, le 17 décembre 2013, s'étaient rassemblés devant le bureau du Premier ministre israélien pour marquer leur opposition à une modification apportée à la loi sur la prévention de l'infiltration²³.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) a récemment exhorté « tous les États à éviter le recours à la force durant des manifestations pacifiques et à veiller, lorsque celle-ci s'avère absolument nécessaire, à ce que nul ne subisse un usage excessif et sans discernement de la force »²⁴. La résolution du CDH souligne que même lorsque certains manifestants ne protestent pas de manière pacifique, « les actes de violence sporadiques commis par d'autres pendant une manifestation ne privent pas les participants animés d'intentions pacifiques de leur droit de réunion pacifique ni de leurs libertés d'expression et d'association ».

Dans de trop nombreux cas, cependant, les forces de police israéliennes ont recouru trop rapidement à la violence, alors que le fait que la plupart des manifestants aient été libérés sans même avoir été convoqués à comparaître devant un tribunal laisse penser que les arrestations étaient dénuées de fondement et visaient à intimider les manifestants ainsi qu'à retirer toute légitimité au mouvement de protestation.

4. Responsabilité des forces de l'ordre

Le 31 octobre 2010, le tribunal de première instance de Be'er Sheva a accordé 12 838 NIS (environ 2 700 euros), à titre de dédommagement, à un manifestant qui avait été arrêté en janvier 2009 au cours d'une manifestation contre la guerre à Gaza. Fait sans précédent, le dédommagement incluait la somme de 10 000 NIS (environ 2 000 euros), destinée à réparer le préjudice causé par les restrictions abusives à ses libertés d'expression et de réunion.

19 Entretien mené par Adalah le 8 avril 2014 avec une victime qui préfère garder l'anonymat.

20 Voir Human Rights Watch, 9 juin 2014, <http://www.hrw.org/news/2014/06/09/israel-killing-children-apparent-war-crime>

21 Voir Adalah, 7 mai 2012, <http://adalah.org/eng/Articles/1746/Adalah-Demands-Criminal-Investigation-into-and-in>

22 Voir ACRI, Situation Report: the State of Human Rights in Israel and the OPT 2013, décembre 2013, page 81 <http://www.acri.org.il/en/wp-content/uploads/2013/12/SituationReportEng2013.pdf> (en anglais).

23 Voir également ACNUR, 10 janvier 2014,

http://www.unhcr.org/52cfe2a09.html?_ga=1.32440374.968825390.1395762199

24 Conseil des droits de l'Homme, La promotion et la protection des droits de l'Homme dans le contexte de manifestations pacifiques, A/HRC/25/L.20 http://ap.ohchr.org/Documents/F/HRC/d_res_dec/A_HRC_25_L20.pdf

5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

Le 26 février 2013, le tribunal de première instance de Tel Aviv a relaxé quatre palestiniens citoyens arabes d'Israël qui étaient poursuivis au motif qu'ils avaient participé à une réunion illégale, perturbé la paix et résisté aux forces de l'ordre. Ces personnes avaient pris part en 2008 à une manifestation à Tel Aviv contre l'offensive israélienne dans la bande de Gaza. Dans l'énoncé de son jugement, le juge a fortement critiqué la police et le ministère public pour avoir accusé les prévenus sans aucune preuve²⁵. Cet exemple illustre le rôle positif joué par le pouvoir judiciaire mais démontre aussi que la police s'empresse trop souvent de disperser les manifestants appartenant à des minorités pour des motifs politiques.

Dans de nombreux autres cas d'activistes protestant contre le plan Prawer, les juges ont retiré les accusations de troubles à l'ordre public et/ou d'agression contre les forces de l'ordre, au motif que la police avait présenté de fausses preuves. Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël (Adalah) a rassemblé des informations sur de nombreux cas où les forces policières ont dénaturé les éléments de preuve²⁶, ce qui indique une tendance à l'intimidation et aux représailles à l'encontre des personnes exerçant leur droit de réunion pacifique.

Mais les sanctions n'ont pas toujours été annulées par le pouvoir judiciaire. Lors de la manifestation en faveur de la justice sociale organisée à Tel Aviv les 22 et 23 juin 2012, la police a arrêté environ 100 manifestants. Bien que la plupart aient été rapidement relâchés, d'autres, comme Daphni Leef (une des organisatrices), ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie pour différents motifs, dont le défaut d'autorisation de manifester.

Une telle accusation n'est pas conforme aux normes internationales en matière de liberté de réunion, en vertu desquelles « l'exercice des libertés fondamentales ne devrait pas être soumis à l'autorisation préalable des autorités. [...] Lorsque les organisateurs négligent de présenter une notification aux autorités, la réunion ne devrait pas être automatiquement dispersée [...] et les organisateurs ne devraient pas faire l'objet de sanctions pénales ou administratives assorties d'amendes ou de peines d'emprisonnement »²⁷.

6. Initiatives de la société civile et bonnes pratiques

Les organisations de la société civile nationale jouent un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le cadre des manifestations pacifiques en Israël. En 2011, l'ACRI (Association de défense des droits civils en Israël) a publié une brochure très intéressante sur les droits des manifestants²⁸.

En 2012, l'organisation a également habilité une ligne téléphonique exclusive pour aider, conseiller et répondre aux questions relatives à la liberté d'expression et de manifestation.

Sur le plan juridique, l'ONG Adalah (Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël), souvent en coopération avec l'ACRI, a également joué un rôle décisif en portant des cas individuels de restriction au droit de réunion pacifique devant les juridictions nationales. Ce travail de longue haleine a permis non seulement de contribuer à la libération de personnes détenues ou accusées de façon arbitraire, mais a aussi contribué considérablement à l'élaboration d'une jurisprudence importante sur cette question cruciale.

25 Pour plus d'informations, consulter Adalah, 28 février 2013, <http://adalah.org/eng/Articles/1925/Court-acquits-demonstrators-against-2008-Gaza->

26 Voir par exemple Adalah, 5 février 2013, <http://adalah.org/eng/Articles/1918/Court-Cancels-Indictments-of-Al-Araqib-Adalah>, 3 décembre 2013, <http://adalah.org/eng/Articles/2226/Update-on-Detained-Anti-Prawer-Demonstrators-in-Adalah>, 13 janvier 2014, <http://adalah.org/eng/Articles/2241/Two-indictments-against-Naqab-activists-home>.

27 A/HRC/20/27, op. cit., par. 28 et 29, <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session20/Pages/ListReports.aspx>

28 ACRI, 2 août 2011, <http://www.acri.org.il/en/2011/08/02/demonstrators-know-your-rights-july-2011/>

Recommandations

1. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sans discrimination basée sur les opinions, origines, sexe, religion, etc. ;
2. Abroger toutes les lois et décisions qui visent les palestiniens citoyens arabes d'Israël et les empêchent ou leur interdisent d'exprimer leurs opinions ou leur opposition par des actions et lors de rassemblements publics (voir la première partie de l'étude) ;
3. Instaurer une procédure de déclaration (au lieu d'une d'autorisation) pour les réunions publiques et manifestations qui peuvent interférer avec les droits et libertés d'autrui ; s'assurer que la procédure est effectivement transparente, accessible et peu onéreuse, et que les autorités administratives se conforment à la loi dans sa mise en œuvre ; suspendre les procédures judiciaires et annuler les sanctions à l'encontre de manifestants pacifiques qui n'ont pas demandé ou obtenu d'autorisation, étant donné que l'application de ces principes d'autorisation et de sanction est contraire au droit international ;
4. S'assurer que les restrictions appliquées le sont en conformité avec la loi, respectent les principes de nécessité et proportionnalité et sont communiquées par écrit aux organisateurs dans un délai permettant un recours devant un tribunal avant la date prévue pour l'événement ;
5. S'assurer que les autorités sont toujours ouvertes au dialogue avec les organisateurs (avant et pendant les rassemblements), et lorsque ce dialogue a lieu, que son objectif est bien d'améliorer la facilitation du droit de réunion pacifique ;
6. Mettre fin aux arrestations arbitraires lors de manifestations pacifiques ainsi qu'au harcèlement judiciaire des citoyens revendiquant leur droit à manifester pacifiquement ;
7. Garantir la sécurité et faciliter l'accès des journalistes aux rassemblements pacifiques ;
8. Former les agents des services répressifs dans les domaines du recours à la force et de l'utilisation des armes anti-émeutes, en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ;
9. Mettre en œuvre la responsabilité de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques ; s'assurer que tout usage de la force par les forces de l'ordre suit les principes du dernier recours, de la nécessité, progressivité et proportionnalité ; s'assurer que le recours à la force létale n'est utilisé qu'en dernier ressort pour se protéger contre une menace imminente mettant en danger des vies humaines ;
10. Diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles dépassements ou violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ; punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition ; à cette fin, mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'enquête sur les actions des forces de sécurité.